

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Monsieur le Président, le Nouveau parti démocratique et le peuple canadien ne veulent pas se complaire dans le pessimisme. Nous voulons simplement que le gouvernement du Canada nous dise la vérité.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE MODIFIER SON
PROGRAMME ÉCONOMIQUE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, les hommes d'affaires, les syndicats, les femmes et les personnes âgées se sont opposés au programme en vigueur en Colombie-Britannique. Tous les secteurs de la Colombie-Britannique qui ont constaté les résultats de la politique économique que le gouvernement conservateur veut appliquer à l'échelle nationale considèrent qu'elle n'est pas efficace. Par conséquent, pourquoi le premier ministre, qui avait promis des changements positifs, refuse-t-il d'examiner les faits et de modifier son programme dès maintenant?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pourquoi le député recourt-il à un raisonnement aussi boiteux puisqu'il sait très bien qu'il n'y a aucune ressemblance entre le programme lancé en Colombie-Britannique et le programme positif, prospectif et axé sur le secteur privé en vigueur maintenant?

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Pourquoi broie-t-il ainsi du noir?

M. Broadbent: Vous devriez faire du théâtre.

M. Mulroney: Le peuple canadien ne lui a pas donné un mandat le 4 septembre, mais bien un sursis.

Nous avons reçu le mandat d'effectuer des changements grâce à la collaboration de tous les secteurs de l'économie. Notre programme se fonde aussi sur la conviction que le secteur privé, avec le soutien de mesures gouvernementales réfléchies, peut créer les centaines de milliers d'emplois dont nous avons besoin. Voilà ce que nous allons faire. Nous espérons que vous collaborerez avec nous.

Des voix: Bravo!

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA RÉVISION PROJETÉE

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Cet été, durant sa campagne électorale, il a promis aux Canadiens, que l'universalité étant sacrée, on n'y toucherait pas. Pourtant, après six semaines au pouvoir, il a déjà manqué à sa promesse.

Au cours de sa conférence de presse de vendredi dernier, le premier ministre a déclaré que seuls les présidents de banque, tous les neuf, devraient s'attendre à une réduction de leurs chèques d'allocations familiales. Cependant, dans son propre

budget, qui a été présenté ici même jeudi soir dernier, on précise que les familles canadiennes gagnant entre \$20,000 et \$30,000 par année, c'est-à-dire par exemple les travailleurs de la société Inco, peuvent s'attendre à une réduction des prestations versées à leurs enfants et des chèques de pension de leurs grands-parents. Le premier ministre pourrait-il nous confirmer que les familles canadiennes moyennes gagnant entre \$20,000 et \$30,000 par année seront visées par cette révision des programmes de sécurité sociale?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il serait très utile, selon moi, que le député nous donne la page et la citation exacte, car il a glissé dans sa question, par inadvertance, sans aucun doute, trois graves erreurs au moins. La vérité, c'est que le gouvernement n'a pas touché à l'universalité.

M. Tobin: Pas encore.

M. Gagliano: Que fait-on du principe sacro-saint?

M. Mulroney: Nous n'avons même pas envisagé d'aller aussi loin que la critique financier du parti libéral. Lors de la course à la direction de son parti, il a prôné l'abolition pure et simple de tous les programmes sociaux. Nos vis-à-vis sont donc mal placés pour jouer les vierges offensées. Nous ne faisons que demander, d'une façon qui nous semble réfléchie, sans toucher à l'universalité de l'assurance-maladie et sans jamais parler d'évaluations des ressources, s'il n'est pas possible, dans une société aussi développée que la nôtre, d'aider davantage les déshérités qui en ont le plus besoin. C'est là la question.

Des voix: Bravo!

LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME FISCAL

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, aucun d'entre nous ne s'opposerait à un réexamen des programmes sociaux dans cette optique.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre!

M. Frith: Pourquoi le gouvernement a-t-il choisi d'imposer ce lourd fardeau aux familles canadiennes qui gagnent entre \$20,000 et \$30,000 par année plutôt qu'aux banques et aux gens dont nous avons tous parlé, qui gagnent plus de \$50,000 par année et n'ont pas versé leur juste part d'impôt jusqu'à maintenant? Voilà la question à laquelle je voudrais que le premier ministre réponde.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Comme le député le sait, le régime fiscal est conçu de telle sorte que ceux qui sont dans les tranches d'imposition supérieures, \$20,000, \$30,000 ou \$40,000, reçoivent moins. Cependant, dans le cadre de certains programmes, ils reçoivent plus que les gens qui gagnent moins de \$10,000. Nous essayons d'aider davantage ceux qui en ont besoin. C'est là notre objectif. J'ai été très heureux d'apprendre que le député, parlant au nom de tous ses collègues, souscrit à cette révision des programmes sociaux.